

(N° 88)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JANVIER 1925.

**Proposition de loi relative aux traitements des membres de la Cour des Comptes
et du personnel des services de cette institution.**

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement a établi, en faveur des membres du personnel placé directement sous son autorité, une nouvelle péréquation de leurs traitements et il a présenté, en outre, à la Chambre, un projet de loi tendant à fixer, dans le cadre de ladite péréquation, la situation des agents de l'État dont les traitements ne peuvent être modifiés que par la voie législative.

Pour ce qui concerne les membres de la Cour des Comptes, le Gouvernement, se conformant à une tradition déjà ancienne, dit l'Exposé des motifs, laisse à la Chambre l'initiative de prendre les mesures qui s'indiquent en cette matière.

Il s'agit en l'occurrence, non seulement d'une tradition, mais d'une prérogative qu'il appartient à la Chambre seule d'exercer en vertu du pouvoir constitutionnel qu'elle possède, de nommer les membres de la Cour des Comptes.

Aussi, dès le dépôt du projet de loi général dont il est question ci-dessus, le bureau de votre Assemblée a-t-il été convoqué pour délibérer sur l'extension à assurer aux membres de la Cour des Comptes des mesures prises ou proposées en faveur du personnel des autres institutions de l'État.

Pour les raisons qui ont amené le Gouvernement à réaliser la péréquation des traitements en général et qu'il est superflu de rappeler, votre bureau est d'avis qu'il convient de relever aussi dans les mêmes conditions et limites la rétribution des membres de la Cour des Comptes et celle du personnel des services de cette institution.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre a pour objet de réaliser ce but.

. * .

Les articles 1 et 2 reproduisent intégralement le texte des deux premières dispositions du projet général.

Ils déterminent la composition du traitement, formé d'une partie fixe et d'une partie mobile, selon les modalités proposées par le Gouvernement et expliquées dans l'Exposé des motifs de son projet de loi.

. * .

L'article 3 vise les traitements et les augmentations périodiques.

Les traitements proposés s'adaptent aux barèmes généraux qui ont été arrêtés par le Gouvernement. Ils sont d'ailleurs déterminés par le rang hiérarchique (entre la Cour de cassation et les Cours d'appel) que le Congrès national a assigné à la Cour des Comptes et qui lui a toujours été maintenu par la Législation subséquente relative aux traitements, ainsi qu'il résulte des tableaux ci-après :

	Président de la Cour des Comptes.	Cour de Cassation.		Cours d'Appel.
		Président de Chambre.	Conseillers.	Premier président.
1845. . . fr.	9,000	11,000	9,000	9,000
1863. . . .	11,250	13,000	11,250	11,250
1900. . . .	12,500	—	—	—
1915. . . .	14,000	15,000	13,000	13,000
1920. . . .	26,000	30,000	25,000	25,000
1925 (projet) .	39,000 1^{er} prés. 39,000 présid.	41,500	37,000	37,000

	Cours des Comptes Conseillers et Greffiers.	Cours d'Appel Présidents de Chambre.
1845	7,000	7,000
1863	8,500	8,500
1915	10,000	10,000
1920	20,000	20,000
1925 (projet)	29,500	29,500

La loi du 4 juin 1921 a créé deux dénominations nouvelles : celle de Premier Président et celle de Greffier en chef et jusqu'ici, il n'y a pas eu de différence entre le traitement de base du premier président et du président, ni entre celui du greffier en chef et du greffier.

La question a été posée de savoir s'il n'y avait pas lieu de modifier cette situation d'égalité. Des membres de votre Bureau estiment qu'il serait utile d'établir une différence, au point de vue du traitement, entre le premier président et le président. Certes, le premier président préside les séances plénières de la Cour des Comptes, non pas en raison d'un droit qui lui est octroyé par une nomi-

nation spéciale, mais en raison de son ancienneté. Il n'en est pas moins considéré, disent-ils, en toutes circonstances, comme le représentant officiel de cette institution et astreint, de ce chef, à des frais de représentation dont il conviendrait de tenir compte. Il se trouve donc dans la même situation que le Premier Président de la Cour de Cassation ou les Premiers présidents des Cours d'appel. D'autre part, rappellent-ils, la loi du 31 décembre 1900 avait augmenté le traitement du Président de la Cour des Comptes pour le dédommager du retrait du logement dont jouissait jadis le Président et dont il continue à être privé (voir : *Documents Chambre*, session 1899-1900, n° 163, p. 267).

Fixer une rémunération supérieure pour le Premier Président serait réaliser une suggestion faite par M. le Ministre des Finances en réponse à une question de la Commission spéciale de la Chambre des Représentants qui a examiné le Budget des Dotations pour l'exercice 1922.

La majorité des membres de votre Bureau n'a pas suivi ces suggestions et elle propose de fixer invariablement à 39,000 francs le traitement des deux présidents de la Cour des Comptes.

Elle a fixé de même le traitement des deux greffiers au taux uniforme de 29,500 francs. Tous deux sont nommés directement par la Chambre des Représentants, pour un terme fixé par la loi dans les mêmes conditions que les autres membres de la Cour; d'autre part, à la différence des greffiers des tribunaux ordinaires, ils font partie de la Cour des Comptes, ont tous deux voix consultative, exercent dans leur chambre respective des fonctions identiques et se partagent certains travaux d'administration générale, nettement déterminés par le règlement d'ordre de la Cour, approuvé par la Chambre des Représentants.

Les deux derniers alinéas de l'article 3 prévoient les chiffres et le nombre des augmentations périodiques, chaque période étant limitée à une durée de trois années.

Ici encore, l'on a fait remarquer, comme on l'a déjà fait précédemment que, pour les Présidents de chambre des Cours d'appel — aux traitements desquels sont assimilés ceux des membres de la Cour des Comptes — le taux de base inscrit dans la loi n'est jamais celui qui est réellement payé. Au moment de leur nomination, en effet, ces magistrats ont droit à plusieurs augmentations périodiques, du chef de services rendus antérieurement dans l'ordre judiciaire; dès lors, ajoute-t-on, la rémunération réelle revenant à un président de chambre de Cour d'appel, lors de sa nomination, sera considérablement supérieure au traitement initial alloué à un membre de la Cour des Comptes.

Cette différence serait atténuée, dit-on, en allouant aux conseillers de la Cour des Comptes, dès la date de leur nomination, les deux premières des six augmentations périodiques de 1,000 francs, prévues aux alinéas 2 et 3 de l'article 3.

Admettre cette suggestion serait, non seulement, rompre l'harmonie générale du système de péréquation actuellement en réalisation, mais encore diminuer la liberté de la Chambre des Représentants pour l'élection des membres de la Cour. On avait aussi proposé d'accorder ces chevrons d'ancienneté aux membres qui,

lors de leur élection ou au cours de leurs fonctions, compteraient au moins vingt ans de services rémunérés sur le Budget de l'État : ce serait mettre en état d'infériorité les candidats que la Chambre pourrait nommer et qui n'auraient pas de passé administratif.

Ces suggestions n'ont donc pu être retenues par votre bureau.

L'article 4 vise les indemnités de résidence, de famille et de naissance. Les membres de la Cour des Comptes recevront celles qui sont allouées aux magistrats.

L'article 5 indique que les dispositions proposées sortiront leurs effets à partir du 1^{er} juillet 1924.

Quant à la question des cumuls, qui est visée à l'article 21 du projet du Gouvernement, il convient de rappeler que, aux termes de l'article 2 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes : « les membres de celle-ci ne peuvent être membres de l'une ou de l'autre Chambre législative, ni remplir aucun emploi auquel est attaché un traitement ou une indemnité sur les fonds du Trésor, ni être directement ou indirectement intéressés ou employés dans aucune entreprise ou affaire sujette à comptabilité envers l'État. »

Mais les dispositions nouvelles prévoient aussi les cumuls de fonctions dépendant des administrations provinciales, communales et des établissements charitables.

Elles sont d'application générale pour l'ensemble du personnel des diverses institutions de l'État. Il ne peut être fait exception en faveur de la Cour des Comptes.

L'article 6 reprend donc les termes de l'article 21 du projet de loi général.

L'article 7 (disposition transitoire) règle, comme le fait l'article 23 du projet de loi général, la question des pensions à charge du Trésor et celles à charge de la Caisse des veuves et orphelins à laquelle les membres de la Cour des Comptes sont affiliés, ainsi que les prélèvements des retenues au profit de ladite Caisse.

Les articles 8 et 9 concernent le personnel des services de la Cour des Comptes.

A la Cour des Comptes appartiennent la nomination et la révocation de tous ses employés et par conséquent l'établissement de leur traitement. C'est une prérogative qui est consacrée par l'article 116 de la Constitution et par l'article 18 de la loi organique du 29 octobre 1846; elle résulte d'ailleurs du fait que les agents de la Cour sont responsables devant celle-ci de leurs actes et que la Cour elle-même ne doit compte qu'à la Chambre des Représentants.

La rédaction proposée de l'article 8 maintient la prérogative de la Cour; mais il va de soi que celle-ci s'inspirera, dans la fixation des traitements en question, comme elle l'a, d'ailleurs, fait jusqu'ici des règles tracées en la matière, pour les fonctionnaires et agents des départements ministériels. Vu la nature spéciale des fonctions exercées par son personnel et d'autre part, en vue

d'assurer un recrutement choisi, la Cour a toujours accordé à ses fonctionnaires et agents, aussi bien actuellement qu'avant la guerre, un barème légèrement plus favorable que celui en vigueur dans les administrations centrales de l'État. Pour ces raisons, il convient de lui laisser toute initiative en la matière. Il est à noter d'ailleurs que si la Cour s'écartait d'une saine compréhension de la situation, la Chambre des Représentants pourrait toujours réduire le montant de la dotation qu'elle solliciterait.

Toutefois, les autres éléments formant la rémunération du personnel des bureaux (traitement mobile, indemnité de résidence, de naissance ou familiale) seront calculés suivant les dispositions générales applicables aux autres administrations de l'État.

L'article 9 règle les questions de rétroactivité, de cumuls et de pensions.

La proposition de loi fixant les dispositions exposées plus haut, a obtenu l'assentiment de la majorité des membres de votre Bureau. C'est au nom de celui-ci que le signataire a été chargé de la soumettre aux délibérations de la Chambre.

XAVIER DE RUE.

(6)

(N^o 88)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JANUARI 1925.

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der leden van het Rekenhof
en van het personeel der tot deze inrichting behorende diensten.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ten behoeve van het personeel dat rechtstreeks onder Staatsgezag staat, heeft de Regeering een nieuwen omslag van hunne jaarwedden vastgesteld en bovendien aan de Kamer een wetsontwerp voorgelegd ten einde binnen het kader van bedoelden omslag den toestand der Staatsbeambten te regelen, wier wedden slechts krachtens eene wet kunnen gewijzigd worden.

Wat de leden van het Rekenhof betreft, laat de Regeering, naar reeds lang gevestigde gebruiken, aan de Kamer het initiatief over om de aangewezen maatregelen op dit gebied te nemen; alsdus luidt de Memorie van Toelichting.

Het geldt hier echter niet enkel een gevestigd gebruik, maar ook een voorrecht dat, krachtens de Grondwet, alleen de Kamer toebehoort, namelijk om de leden van het Rekenhof te benoemen.

Ook werd, zoodra het algemeen wetsontwerp, waarvan sprake hierboven, was ingediend, het Bureau der Kamer bijeengeroepen om te beraadslagen over de uitstrekking, tot de leden van het Rekenhof, van de genomen of voorgestelde maatregelen ten gunste van het personeel der andere Staatsinstellingen.

Om de redenen welke de Regeering tot den nieuwen algemeenen weddeomslag hebben geleid, en waaraan het overbodig is opnieuw aan te herinneren, is uw bureau van gevoelen dat het betaamt insgelijks in dezelfde verhoudingen en binnen dezelfde perken, de wedden te verhoogen der leden van het Rekenhof alsmede die van het personeel der diensten van deze instelling.

Het wetsvoorstel dat wij de eer hebben u te onderwerpen wil dit doel bereiken.

* * *

De artikelen 1 en 2 zijn eene volledige weergave van den tekst der eerste twee bepalingen van het algemeen ontwerp.

Zij bepalen hoe de wedde, bestaande uit een vast gedeelte en een veranderlijk gedeelte, volgens de modaliteiten voorgesteld door de Regeering en uiteengezet in de Memorie van Toelichting van haar wetsontwerp, zal samengesteld zijn.

* .

Artikel 3 heeft betrekking op de jaarwedden en de periodieke verhoogingen.

De voorgestelde jaarwedden zijn aangepast op de algemeene barema's die door de Regeering werden vastgesteld. Zij zijn ten andere bepaald door de rangopvolging (tusschen het Hof van Cassatie et het Hof van Beroep), die het Nationaal Congres aan het Rekenhof heeft toegekend en die telkens werd bevestigd door de latere Wetgeving in zake jaarwedden, zooals blijkt uit navolgende tafels :

	Voorzitter		Hof van Verbreking.		Hoven van Beroep.
	van het Rekenhof.		Kamer-voorzitter.	Raadsheeren.	Eerste voorzitter.
1845. . . fr.	9,000		11,000	9,000	9,000
1863. . . .	11,250		13,000	11,250	11,250
1900. . . .	12,500		—	—	—
1915. . . .	14,000		15,000	13,000	13,000
1920. . . .	26,000		30,000	25,000	25,000
1925 (ontwerp)	$\left. \begin{array}{l} 39,000 \text{ 1ste voorz.} \\ 39,000 \text{ voorzitter.} \end{array} \right\}$		41,500	37,000	37,000

	Rekenhof.		Hoven van Beroep.
	Leden en griffiers.		Kamer-voorzitter.
1845 fr.	7,000		7,000
1863	8,500		8,500
1915	10,000		10,000
1920	20,000		20,000
1925 (ontwerp) . . .	29,500		29,500

Bij de wet van 4 Juni 1921 werden twee nieuwe benamingen ingevoerd : die van Eerste(n) Voorzitter en die van Hoofdgriffier, en tot nog toe bestond er geen onderscheid tusschen de grondslagwedde van den Eersten Voorzitter, noch tusschen die van den hoofdgriffier en van den griffier.

Er werd gevraagd te weten of het niet noodig ware dien gelijkheidstoestand te wijzigen. Leden van uw Bureau zijn van gevoelen dat het zou nuttig zijn, voor wat de jaarwedde betreft, een verschil te maken tusschen den Eersten Voorzitter en den Voorzitter. Voorzeker, zit de Eerste Voorzitter de algemeene vergaderingen

van het Rekenhof voor, niet om reden van een recht dat hem door een bijzondere benoeming is toegekend, doch om reden van zijn anciënniteit. In alle omstandigheden, zeggen zij, wordt hij eveneens aangezien als de officieele vertegenwoordiger van deze instelling en is, dienvolgens, gehouden tot representatiekosten waarmede men zou dienen rekening te houden. Hij bevindt zich dus in dezelfde omstandigheid als de Eerste Voorzitter van het Verbrekingshof of als de Eerste Voorzitter der Hoven van Beroep. Anderzijds, zoo gaan zij voort, had de wet van 31 December 1900 de jaarwedde verhoogd van den Voorzitter van het Rekenhof om hem schadeloos te stellen voor het onttrekken der huisvesting welke eertijds de Voorzitter genoot en waarvan hij thans verstoken blijft (*Zie Gedrukt stuk der Kamer, Zittingsjaar 1899-1900, n° 168, bl. 267*).

Met een hoogere vergelding voor den Eersten Voorzitter te bepalen, beantwoordt men aan een ingeving van den Minister van Financiën, waar deze antwoordt op eene vraag van de Bijzondere Commissie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers belast met het onderzoek van de Begrooting der Dotatiën voor het dienstjaar 1922.

De meerderheid der leden van uw Bureel heeft deze ingevingen niet beantwoordt en zij stelt voor de wedde van beide Voorzitters van het Rekenhof onveranderlijk te bepalen op 39,000 frank.

Zij heeft eveneens de wedde van beide griffiers bepaald op het eenvormig bedrag van 29,500 frank.

Beiden worden rechtstreeks benoemd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers, voor een termijn door de wet bepaald, op dezelfde wijze als de overige leden van het Hof; anderzijds, in tegenstelling met de griffiers der gewone rechtbanken, maken zij deel uit van het Rekenhof, hebben beiden raadgevende stem, oefenen in hunne onderscheidenlijke kamer dezelfde ambten uit en deelen samen sommige werkzaamheden van algemeen bestuur, duidelijk omschreven door het reglement van inwendige orde van het Hof, welk reglement door de Kamer der Volksvertegenwoordigers is goedgekeurd geworden.

Bij de laatste twee alinea's van artikel 3 worden de bedragen en het aantal der periodieke verhoogingen voorzien en wordt elke termijn tot een tijdsverloop van drie jaar beperkt.

Hier ook nog heeft men doen opmerken. — zooals vroeger nog werd gedaan, — dat voor de Kamervoorzitters van de Hoven van Beroep — aan wier jaarwedden die van de leden van het Rekenhof zijn gelijkgesteld — is het in de wet geschreven grondslagbedrag nooit hetgeen wezenlijk wordt betaald. Op het oogenblik van hunne benoeming, inderdaad, hebben deze magistraten recht op verscheidene periodieke verhoogingen wegens vroeger in de rechterlijke orde bewezen diensten; dienvolgens, voegt men er bij, zal de wezenlijke bezoldiging van een Kamervoorzitter in het Hof van Beroep, bij diens benoeming, veel hoger zijn dan de aanvangswedde van een lid van het Rekenhof.

Dit verschil zou, zegt men, verzacht worden met aan de leden van het Rekenhof, vanaf den datum hunner benoeming, de eerste twee der zes periodieke verhoogingen van 1,000 frank, voorzien bij de alinea's 2 en 3 van artikel 3, te verleen.

Moest men op dit voorstel ingaan, dan zou men niet alleen den algemeenen samenhang van het thans toegepast omslagstelsel breken, maar nog de vrijheid verminderen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers bij de verkiezing der leden van het Hof. Men had insgelijks voorgesteld anciënniteitsstrepen te verleenen aan de leden welke, bij hunne verkiezing of in den loop van hunne ambtsverrichtingen, ten minste twintig jaren op de Staatsbegrooting bezoldigde diensten zouden tellen : alzoo zou men de kandidaten, welke de Kamer vermocht te benoemen en die geen bestuurlijk verleden zouden bezitten, in staat van minderheid stellen.

Deze ingevingen konden dus niet door uw Bureel in aanmerking worden genomen.

Artikel 4 slaat op de verblijfs-, gezins- en geboortevergoedingen. De leden van het Rekenhof zullen de vergoedingen bekomen die aan de magistraten zijn toegekend.

Artikel 5 zegt dat de voorgestelde bepalingen van kracht zullen worden van 1 Juli 1924 af.

Wat betreft de vraag van het cumuleeren, bedoeld in artikel 21 van het Regeeringsontwerp, dient men er op te wijzen dat, krachtens artikel 2 van de wet van 29 October 1846, over de inrichting van het Rekenhof, « de leden van het Rekenhof geen lid mogen zijn van eene van beide Wetgevende Kamers, noch een ambt vervullen waaraan een wedde of eene vergoeding vast is op de geldmiddelen van de Schatkist, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks mogen betrokken zijn of een ambt vervullen in eenige onderneming of zaak die onderworpen is aan eene comptabiliteit ten opzichte van den Staat. »

De nieuwe bepalingen voorzien ook de cumulatie van ambten die afhangen van de provinciale en gemeentelijke besturen, en van de Weldadigheidsinrichtingen.

Zij zijn van algemeene toepassing voor geheel het personeel van de verschillende Staatsinstellingen. Er kan geen uitzondering gemaakt worden voor het Rekenhof.

Artikel 6 herneemt dus den tekst van artikel 21 van het ontwerp van algemeene wet,

Artikel 7 (overgangsbepaling) regelt, zooals artikel 23 van het ontwerp van algemeene wet het doet, de kwestie van de pensioenen ten laste van de Schatkist, en deze ten laste van de Kas van Weduwen en Weezen, waarbij de leden van het Rekenhof zijn aangesloten, zooals het voorafnemen van de afhoudingen ten voordeele van genoemde Kas.

De artikelen 8 en 9 betreffen het personeel der diensten van het Rekenhof.

Aan het Rekenhof hoort de bevoegdheid om al zijne beambten te benoemen en af te stellen en dienvolgens om hunne wedden te bepalen. Dit recht wordt gehuldigd door artikel 116 der Grondwet en door artikel 18 der organieke wet van 29 October 1846; dit recht blijkt trouwens uit het feit dat de beambten van

het Rekenhof tegenover dit hof over hunne daden te verantwoorden hebben en dat het hof slechts rekenschap heeft te geven aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Het voorgestelde artikel 8 handhaaft dit recht van het Hof; het is echter wel verstaan dat dit recht, bij de vaststelling der bedoelde wedden, steunen zal, zooals overigens tot nog toe het geval is geweest, op de regeling aangenomen voor de ambtenaren en beambten der ministeriën. Ten aanzien van den bijzonderen aard van het ambt dat door zijn personeel wordt waargenomen en, anderdeels, met het oog op de aanwerving van een uitgelezen personeel, heeft het Rekenhof steeds, zoowel thans als vóór de oorlog, aan zijne ambtenaren en beambten een weddenrooster toegekend die iets of wat hooger staat dan in de Centrale Rijksbesturen. Om deze redenen moet volledige vrijheid aan het Hof worden gelaten. Men dient, trouwens, aan te merken dat moest het Rekenhof van eene welbegrepen opvatting van den toestand afwijken, de Kamer der Volksvertegenwoordigers steeds het recht heeft het bedrag der aangevraagde dotatie te verminderen.

Doch de andere factoren die de volledige wedde voltooien van het personeel der bureelen (het veranderlijk gedeelte, de verblijfs- en gezinsvergoeding, alsmede de vergoeding bij geboorte van een kind) zullen berekend worden volgens de algemeene bepalingen die in de andere Rijksbesturen gelden.

De punten betreffende de terugwerkende kracht, de cumulatie en het pensioenvraagstuk worden geregeld door artikel 9.

Het wetsvoorstel, waarbij de hooger uiteengezette beschikkingen worden bepaald, werd door de meerderheid der leden van uw Bureel goedgekeurd. Het is dan ook namens uw Bureel dat de ondergeteekende gelast werd hetzelve aan de behandeling van de Kamer te onderwerpen.

XAVIER DE BUE.

(6)

(1)

ANNEXE AU N° 88.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de la Cour des Comptes et du personnel des services de cette institution.

CHAPITRE PREMIER

Des traitements des membres de la Cour des Comptes.

ARTICLE PREMIER.

Les traitements déterminés par la présente loi comprennent une partie fixe et éventuellement une partie mobile. La partie fixe est stabilisée aux taux figurant sous l'article 3. La partie mobile est en rapport avec l'importance de la partie fixe, augmentée, le cas échéant, des indemnités tenant lieu d'avantages en nature attachés légalement à l'emploi. Elle variera suivant les fluctuations de l'indice simple de l'augmentation des prix de détail qu'établit et publie mensuellement le Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Elle est acquise et son montant est arrêté comme il est dit à l'article suivant.

ART. 2.

La partie mobile du traitement est établie par trimestre payable par mois.

BIJLAGE VAN N° 88.

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der leden van het Rekenhof en van het personeel der tot deze inrichting behorende diensten.

EERSTE HOOFDSTUK.

Jaarwedden der Leden van het Rekenhof.

EERSTE ARTIKEL.

De bij deze wet bepaalde wedden omvatten een vast gedeelte en, eventueel, een veranderlijk gedeelte. Het vaste gedeelte wordt bevestigd op den voet van het bepaalde in artikel 3. Het veranderlijk gedeelte is evenredig aan de belangrijkheid van het vaste gedeelte, desgevallend verhoogd met de vergoedingen die in de plaats komen van wettiglijk aan het ambt verbonden voordeelen in natura. Het verandert naar het rijzen en dalen van het eenvoudig index-cijfer der kleinhandelsprijzen, dat om de maand door het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg wordt vastgesteld en bekendgemaakt.

Men krijgt er recht op en zijn beloop wordt vastgesteld naar luid van het volgend artikel.

ART. 2.

Het veranderlijk gedeelte der jaarwedde wordt over het kwartaal berekend en is maandelijks betaalbaar.

Pour chaque trimestre civil, elle est déterminée par la moyenne des nombres indices publiés pour les deux premiers mois du trimestre écoulé et pour le mois qui les précède. Elle n'est acquise que si la moyenne envisagée dépasse le nombre 300.

Les taux annuels en sont fixés comme il suit :

300 francs pour les traitements fixes			
		de fr. 7,999.99 et moins.	
400	id.	id.	
		de fr. 8,000 » à 11,999.99	
500	id.	id.	
		de fr. 12,000 » à 15,999.99	
600	id.	id.	
		de fr. 16,000 » à 19,999.99	
700	id.	id.	
		de fr. 20,000 » à 23,999.99	
800	id.	id.	
		de fr. 24,000 » à 26,999.99	
900	id.	id.	
		de fr. 27,000 » à 29,999.99	
1,000	id.	id.	au delà.

A partir du nombre indice 301, ils sont acquis autant de fois que l'excédent contient de tranches indivisibles de 30 points, toute fraction comptant pour une tranche complète.

ART. 3.

Les traitements des membres de la Cour des Comptes sont fixés ainsi qu'il suit :

Premier Président . . . fr.	39,000 »
Président	39,000 »
Conseillers	29,500 »
Greffier en chef et Greffier .	29,500 »

Ces traitements sont majorés de 1,000 francs après chaque période de trois années de fonctions.

Voor elk kalenderkwartaal wordt het bepaald door het gemiddelde der indexcijfers voor de eerste twee maanden van het verlopen kwartaal en voor de maand ervoor. Recht op dat deel bestaat slechts, indien bedoeld gemiddelde het getal 300 te boven gaat.

De jaarlijksche bedragen er van zijn vastgesteld als volgt :

300 frank voor de vaste wedden			
		van fr. 7,999.99 en minder.	
400	id.	id.	
		van fr. 8,000 » tot 11,999.99	
500	id.	id.	
		van fr. 12,000 » tot 15,999.99	
600	id.	id.	
		van fr. 16,000 » tot 19,999.99	
700	id.	id.	
		van fr. 20,000 » tot 23,999.99	
800	id.	id.	
		van fr. 24,000 » tot 26,999.99	
900	id.	id.	
		van fr. 27,000 » tot 29,999.99	
1,000	id.	id.	van hooger bedrag.

Te beginnen met het index-cijfer 301, worden zij even zooveel maal toegekend als het overschot ondeelbare schijven van 30 punten bevat, waarbij elke breuk voor een volle schijf telt.

ART. 3.

De jaarwedden van de leden van het Rekenhof worden vastgesteld als volgt :

Eerste Voorzitter . . . fr.	39,000 »
Voorzitter	39,000 »
Leden	29,500 »
Hoofdgriffier en Griffier .	29,500 »

Na iederen termijn van drie jaar functie, worden deze wedden met 1,000 frank verhoogd.

Les augmentations prennent cours le premier du mois qui suit l'expiration de la période exigée. Leur nombre est limité à six.

ART. 4.

Les membres de la Cour des Comptes reçoivent les indemnités de résidence, de famille et de naissance qui sont allouées aux magistrats.

ART. 5.

Les avantages concédés par la présente loi sont acquis aux bénéficiaires à partir du 1^{er} juillet 1924 ou à partir de leur nomination, si elle est postérieure, sous déduction de toutes sommes attribuées depuis lors à titre de traitement et d'indemnités accessoires.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Il est interdit aux membres de la Cour des comptes :

1^o De recevoir des provinces, des communes et des établissements charitables, par suite de cumul, les allocations accessoires qui seraient attachées à la résidence ou à la composition de la famille.

Le cas échéant, la charge des indemnités de l'espèce n'est assumée que par celui des services qui paie le traitement principal le plus élevé.

2^o De cumuler en entier les traitements organiques de deux ou de plusieurs fonctions considérées comme emplois de carrière.

En cas de cumul de pareilles fonctions, les traitements autres que le plus élevé sont réduits à la moitié.

De weddeverhoogingen nemen aanvang den eersten der maand volgende op het verstrijken van den vereischten termijn. Hun aantal is beperkt tot zes.

ART. 4.

Aan de leden van het Rekenhof worden dezelfde standplaats-, gezins- en geboortetoelagen verleend als aan de magistraten.

ART. 5.

De bij deze wet voorziene voordeelen worden den rechthebbenden verleend vanaf 1 Juli 1924, of te rekenen van hunne benoeming indien deze van lateren datum is, mits aftrek van alle sommen welke hun sindsdien ten titel van wedde en bijkomende vergoeding toegekend werden.

ART. 6.

§ 1. — Aan de leden van het Rekenhof wordt ontzegd :

1^o Van de provinciën, de gemeenten en liefdadige instellingen, ten gevolge van cumulatie, de bijkomende toeslagen te ontvangen in verband met de standplaats of met de samenstelling van het gezin.

Desgevallend wordt de last van bewuste toelagen gedragen door den dienst die de hoogste hoofdwedde betaalt.

2^o De organieke wedden van twee of meer als beroepsbetrekkingen beschouwde functiën geheel te cumuleeren.

In geval van cumulatie van dergelijke functiën, worden de wedden, de hoogste uitgenomen, tot op de helft verminderd.

§ 2. — Lorsque les époux non divorcés ni séparés judiciairement de corps occupent l'un et l'autre un emploi rémunéré par les organismes visés au paragraphe précédent, les allocations accessoires de résidence et de famille ne peuvent être payées qu'une fois et au taux le plus favorable, si la loi n'en a disposé autrement.

Disposition transitoire.

ART. 7.

La partie fixe des traitements entrera seule provisoirement en compte pour le calcul des pensions servies par le Trésor public, ainsi que par la Caisse des veuves et orphelins à laquelle les membres de la Cour des Comptes sont affiliés.

Il en est de même pour les prélèvements des retenues au profit des Caisses précitées.

CHAPITRE II.

Des traitements du personnel des services de la Cour des Comptes.

ART. 8.

La Cour des Comptes arrête le barème des traitements du personnel de ses services. Elle fixe, dans les conditions et les limites des règlements adoptés pour les agents de l'État, les autres avantages qui lui sont accordés.

Les délibérations de la Cour des Comptes statuant sur ces objets sont

§ 2. — Wanneer de noch uit den echt noch gerechtelijk van tafel en bed gescheiden echtgenooten beiden eene betrekking bekleeden, bezoldigd door de in voorafgaande paragraaf vermelde inrichtingen, mogen de bijkomende standplaats- en gezinstoelagen slechts eenmaal worden betaald en op voet van het voordeeligste bedrag, mits daaromtrent door de wet niets anders bepaald is geworden.

Overgangsbepaling.

ART. 7.

Het vaste gedeelte der jaarwedden komt voorloopig alleen in aanmerking voor het berekenen van de pensioenen uitgekeerd door de Openbare Schatkist, alsmede door de Weduwen- en Weezenkas waarbij de leden van het Rekenhof zijn aangesloten.

Dit geldt eveneens voor de afhoudingen ten bate van voormelde kassen.

HOOFDSTUK II.

Jaarwedden van het personeel der tot het Rekenhof behorende diensten.

ART. 8.

Het Rekenhof stelt het barema vast der jaarwedden van het personeel zijner diensten. Het bepaalt, op de wijzen en binnen de grenzen van de voor de Staatsagenten aangenomen reglementen, de andere voordeelen welke aan hetzelfde worden toegekend.

De beraadslagingen van het Rekenhof, welke op die voorwerpen beslissen,

transmises dans les vingt-quatre heures au Président de la Chambre des Représentants.	worden binnen de acht en veertig uren aan den Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers overgemaakt.
--	--

ART. 9.

Les articles 5, 6 et 7 sont applicables
au personnel des services de la Cour des
Comptes.

ART. 9.

De artikelen 5, 6 en 7 zijn mede van
toepassing op het personeel der diensten
van het Rekenhof.

XAVIER DE BUE.
